



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**UNION FRANCILIENNE DES FEDERATIONS
DES CENTRES SOCIAUX ET
SOCIOCULTURELS**

Association de la Loi du 1^{er} juillet 1901
4, rue Jules-Vallès
91 390 MORSANG SUR ORGE

SIRET : 482 795 523 00026 ; APE : 94 99Z

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2022



QUENTIN DUTERTRE
JEAN-PIERRE EMMERICH
CAMILLE LEJEUNE
GÉRARD LEJEUNE
EXPERTS-COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

**Union Francilienne des Fédérations
des Centres Sociaux et
Socioculturels**
4, rue Jules Vallès
91 390 MORSANG SUR ORGE

A l'assemblée générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et Socioculturels relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

REFERENTIEL D'AUDIT

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

INDEPENDANCE

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons porté une attention particulière aux modalités de comptabilisation et de recouvrement des subventions attribuées à l'association et à l'analyse des comptes de tiers.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et

d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Sainte-Geneviève-des-Bois,
Le 24 mai 2023

Le Commissaire aux comptes,
Jean-Pierre EMMERICH

Signé électroniquement le 24/05/2023 par
Jean-Pierre Emmerich



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2022 12			Exercice N-1 31/12/2021 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	4 477	4 477				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains						
	Constructions						
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques Matériel et outillage	700	428	272	506	233-	46. 14-
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières ⁽¹⁾						
	Participations et Créances rattachées	15		15	15		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres						
	Total I	5 192	4 905	287	521	233-	44. 82-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours						
	Créances ⁽²⁾						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	132 014		132 014	227 050	95 036-	41. 86-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	272 046		272 046	301 876	29 830-	9. 88-
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	43		43		43	
	Total II	404 103		404 103	528 926	124 823-	23. 60-
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecarts de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		409 295	4 905	404 391	529 447	125 056-	23. 62-

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2022 12		Exercice N-1 31/12/2021 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires	100 000		100 000			
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres						
	Report à nouveau	66 012		81 824		15 812-	19. 32-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	10 462-		15 812-		5 350	33. 84
	Situation nette (sous total)	155 550		166 012		10 462-	6. 30-
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement						
	Provisions réglementées						
PROVISIONS	Total I	155 550		166 012		10 462-	6. 30-
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	37 780		205 840		168 060-	81. 65-
	Total II	37 780		205 840		168 060-	81. 65-
	Provisions pour risques						
	Provisions pour charges	3 397		3 208		189	5. 88
	Total III	3 397		3 208		189	5. 88
DETTES (1)							
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)						
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés						
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	16 273		12 719		3 554	27. 94
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	190 266		141 668		48 598	34. 30
	Instruments de trésorerie						
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (V)	Produits constatés d'avance	1 125				1 125	
	Total IV	207 664		154 387		53 277	34. 51
	Ecarts de conversion passif (V)						
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	404 391		529 447		125 056-	23. 62-

(1) Dont à plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

Mission de présentation - Voir le rapport d'Expert Comptable

AUBERT EXPERTISE & CONSEIL



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)						
Cotisations						
Ventes de biens et services						
Ventes de biens						
Ventes de dons en nature						
Ventes de prestations de service	43 350		28 070		15 280	54.44
Parrainages						
Produits de tiers financeurs						
Concours publics et subventions d'exploitation	282 505		487 275		204 771-	42.02-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable						
Ressources liées à la générosité du public						
Dons manuels						
Mécénats						
Legs, donations et assurances-vie						
Contributions financières						
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 798		2 027		229-	11.30-
Utilisations des fonds dédiés	182 240		33 015		149 225	451.99
Autres produits	1				1	
Total I	509 894		550 387		40 493-	7.36-
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes	418 413		313 324		105 089	33.54
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	1 470		1 262		208	16.49
Salaires et traitements	63 759		56 945		6 814	11.97
Charges sociales	28 131		24 352		3 779	15.52
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	233		194		39	20.06
Dotations aux provisions	189		242		53-	22.01-
Reports en fonds dédiés	14 180		171 175		156 995-	91.72-
Autres charges			2		2-	100.00-
Total II	526 374		567 496		41 121-	7.25-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	16 481-		17 109-		628	3.67

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

5 071 1 104

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

84 180

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés		1 031		373	659	176. 72
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III		1 031		373	659	176. 72
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV						
2. Résultat financier (III-IV)		1 031		373	659	176. 72
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		15 449-		16 736-	1 287	7. 69
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		5 071		1 104	3 967	359. 33
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges						
Total V		5 071		1 104	3 967	359. 33
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		84		180	96-	53. 61-
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Total VI		84		180	96-	53. 61-
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		4 987		924	4 063	439. 77
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		515 996		551 863	35 868-	6. 50-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		526 458		567 676	41 218-	7. 26-
5. EXCEDENT OU DEFICIT		10 462-		15 812-	5 350	33. 84

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2022	12	31/12/2021	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature	14 079		83 360		69 281-	83. 11-
Bénévolat	2 935		5 355		2 420-	45. 19-
TOTAL	17 014		88 715		71 701-	80. 82-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature	14 079		83 360		69 281-	83. 11-
Personnel bénévole	2 935		5 355		2 420-	45. 19-
TOTAL	17 014		88 715		71 701-	80. 82-



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 404 391 €, et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits sont de 515 996 € et les charges de 526 458 €, dégageant une perte de 10 462 €.

L'exercice considéré débute le 1^{er} janvier 2022 et finit le 31 décembre 2022.
Il a une durée de 12 mois.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 et 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Présentation des activités de l'Association

L'Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux et socioculturels (U.F.F.C.S.) est une instance dont se dotent les huit fédérations départementales des centres sociaux d'Ile-de-France pour remplir les missions suivantes :

- assurer la communication et la représentation des huit fédérations d'Ile-de-France auprès des pouvoirs publics et d'autres instances sur le plan régional,
- animer les échanges, organiser la mutualisation et élaborer des stratégies communes entre les fédérations,
- construire des alliances avec des réseaux et autres acteurs du territoire francilien

Règlement comptable

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret ANC 2014-03 et du règlement ANC 2018-06 consolidé du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus ou à leur coût de production.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Amortissements

▪ Immobilisations décomposables :

Les règles comptables relatives à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06 ont été appliqués.

▪ Immobilisations non décomposables :

Conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise ou selon la durée d'usage.

Il s'agit des immobilisations :

- qui sont apparues comme non décomposables (matériel de bureau et informatique...)
- qui avaient une valeur résiduelle uniquement représentative de la structure même de l'immeuble, ne justifiant pas une quelconque mise en œuvre de la méthode des composants, eu égard à la proximité de la date de revente de l'ensemble.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation pour les biens suivants :

Logiciels :	1 an
Matériel de bureau et informatique :	3 ans

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Les valeurs mobilières sont comptabilisées selon la méthode du PEPS.

Stocks et en cours

Il n'y a pas de stock constaté.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.
Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Effectif

La répartition du personnel au 31/12/2022 est la suivante :

Cadres :	1
Non cadres :	1

Total	2

Provision retraite

Les engagements de retraite actuariels représenteraient environ 3 397 € au 31/12/2022. Une provision a été constituée.

Fonds dédiés

Les fonds dédiés au 31 décembre 2022 se décomposent comme suit :

PRIJ – jeunesse	24 980,00 €
AG2R	8 000,00 €
VRL	4 800,00 €
Total :	37 780,00 €

La provision 2022 pour engagements à réaliser sur subventions accordées s'élève à 14 180 €.

La reprise de provision 2022 concernant les ressources non utilisées au cours d'exercices précédents s'élève à 182 240 € et concerne :

PRIJ 2018	1 400,00 €
AG2R Créfad	5 000,00 €
AG2R Pilotage	1 665,00 €
AG2R Appui Accolade	3 000,00 €
AG2R Centres Sociaux	160 000,00 €
DRAJES Service Civique	5 500,00 €
Réseau Jeunes – journée festive	2 000,00 €
Refonte site internet	3 675,00 €

Ventilation des produits d'exploitation 2022

Prestations de services :	43 350,00 €
Subventions d'exploitation :	282 504,50 €
Transferts de charges d'exploitation :	1 797,74 €
Report ressources non utilisées 2021	182 240,00 €
Produits de gestion courante	1,31 €
Total :	509 893,55 €

Activités fiscalisées

Aucune activité n'est fiscalisée.

Détail des charges et produits exceptionnels

Charges s/exercice antérieur	83,51
Pénalités et amendes	
Charges exceptionnelles	
Total charges exceptionnelles	83,51
Produits s/exercices antérieurs	5 071,00
Régularisation comptes	
Total produits exceptionnels	5 071,00

Provision pour litige

Aucune provision pour litige n'a été constatée.

Contributions volontaires en nature

Le bénévolat des membres du conseil d'administration est évalué à 2 934,90 € pour 270 heures.

L'implication des salariés des Fédérations au niveau régional représentent 14 079,24 € pour 1332 heures.

Autres informations

Compte tenu de la présence d'une seule personne rémunérée ayant la délégation de signature, il n'est pas communiqué, pour des raisons de confidentialité, la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants.

Faits caractéristiques de l'exercice

NEANT